

LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N°42 1^{er} AVRIL 86

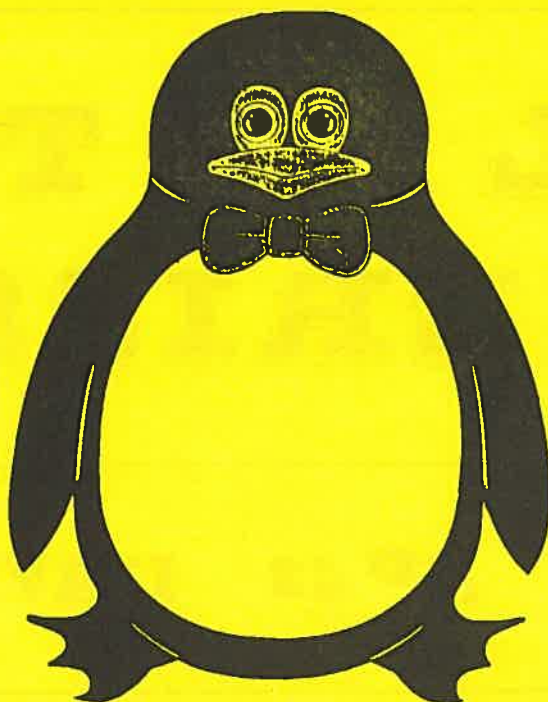
page 7

GEPO
MUSÉE de PICARDIE
Rue de la République 80000 AMIENS

SOMMAIRE

EDITORIAL	P. 3
CHASSE : LETTRE DE H. BOUCHARDEAU.....	P. 4
LETTRE OUVERTE A DES AMIS NATURALISTES	P. 5/7
TAXIDERMISTES TRAFIQUANT, LOURDE PEINE.....	P. 7
TOURISMES : LES CANAUX DU MIDI	P. 7
MILIEUX NATURELS:	
PROGRAMME DES NATIONS.....	P. 8
BIENTOT UN 7 ^e PARC NATIONAL.....	P. 9
PREMIERE RESERVE NATURELLE.....	P. 9
UNE NOUVELLE RESERVE NATURELLE....	P. 9
UN NOUVEAU CLASSEMENT DE COURS D'EAU.....	P. 9
PECHE : COMMENTAIRE SUR LE TEXTE RELATIF A LA PECHE EN EAU DOUCE.....	P. 10
LOI REGLEMENTANT LA PECHE EN EAU DOUCE.....	P. 11/16
EUROPE : PRESENTATION DU GEOTA.....	P. 17
LEGISLATION	P. 18/22
ANNONCE.....	P/ 22
STAGES.....	P. 22/23
EN BREF.....	P. 24





hauteur 5 cm

POUR SOUTENIR LA CAMPAGNE "TERRE ADELIE" , la FFSPN met en vente des petits "manchots" en peluche, à suspendre grâce à leur cordelette dans une volture ou autour du cou.

Prix de vente : 10 F + 2,20 F de port

Pour achat en nombre, consulter le service Promotion.

RAPPEL : T-Shirt "SOS Terre Adélie"

prix : enfant 39,00 F + port 6,50 F
adulte 49,00 F + port 6,50 F

Barbara SKOCZYLAS, qui a assuré pendant ces deux dernières années le service de presse de la F.F.S.P.N., vient de quitter la Fédération.

Elle vous remercie tous de votre collaboration, et vous présente Tania CANOVAS qui la remplace depuis le 10 Mars 1986.

La lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : F.F.S.P.N - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

EDITORIAL

PROJET DE MANIFESTE

PARCE QUE DES PANS DE FORÊT, DE LOIN EN LOIN ET DE PLUS EN PLUS, S'ANÉMIENT ET AGONISENT,

PARCE QUE LES GAZ D'ÉCHAPPEMENT DE NOS VOITURES COMPTENT LOURDEMENT DANS LES DIVERS FACTEURS QUI INFLUENT SUR CE PHÉNOMÈNE,

PARCE QUE L'IMPORTANCE DE CES LEGS DANS L'ATMOSPHÈRE EST FONCTION, EN BONNE PARTIE, DE L'EMBALLÉMENT DE NOS MOTEURS,

PARCE QUE LE SUREMPLI DE DES AUTOMOBILES À DES VITESSES EXCESSIVES INDUIT FATALEMENT UN PLUS FORT TRAFIC PÉTROLIER ; PARCE QUE LES POTENTIALITÉS DE NOUVELLES MARÉES NOIRES RESTENT, AU-DELÀ DE TOUTES LES PRÉCAUTIONS DU MONDE, PROPORTIONNELLES AU DIT TRAFIC,

PARCE QUE, SI LE MOT CIVISME CONSERVE OU RETROUVE UN SENS, LE CITOYEN QUI ABUSE, DANS SA CONSOMMATION DE CARBURANT (DOLLAR EN BAISSÉ OU EN HAUSSE), HYPOTHÈQUE LA BALANCE COMMERCIALE DE SON PAYS,

PARCE QUE, EN UN TEMPS OÙ DE COMPRÉHENSIBLES ALARMES ALIMENTENT LA REVENDICATION SÉCURITAIRE, IL DEVIENT OPPORTUN DE RAPPELER QUE LA NON-MAÎTRISE, EN CONDUITE AUTOMOBILE, L'EXCÈS DE VITESSE AIDANT (SOUS L'EMPIRE OU NON DE L'ALCOOL) ASSASSINE INFINIMENT PLUS D'ENFANTS, DE PERSONNES ÂGÉES ET DE PIÉTONS DÉARMÉS QUE TOUS LES VIOLEURS HOMICIDES, LES BRAQUEURS À LA PÉTOIRE EFFERVESCENTE ET LES ÉTRANGLEURS DE VIEILLES DAMES RÉUNIS,

PARCE QUE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE, QUI S'EFFORCE DE DIFFUSER UNE AFFICHE APPELANT LES CONDUCTEURS À "LEVER LE PIED" POUR ÉPARGNER AUSSI CHOUETTES ET HÉRISSEONS CRAPAUDS ET CHEVREUILS, LIÈVRES ET PASSEREAUX, SAIT QU'UN RIEN DE PONDÉRATION MODULÉE AU CONTACT DE L'ACCÉLÉRATEUR ÉPARGNERAIT POUR LE MOINS LES 3/4 DES VICTIMES DE LA ROUTE,

PARCE QUE TOUS CES ARGUMENTS SE REJOignent ET S'IMPLIQUENT DANS UNE CONSIDÉRATION GLOBALE DE SAUVEGARDE DE LA NATURE, DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT,

APPEL EST LANCÉ À NOS GOUVERNEMENTS ET À NOS CONCITOYENS, POUR QU'AU NIVEAU INDIVIDUEL, AU NIVEAU FAMILIAL COMME À CELUI DE LA COLLECTIVITÉ S'ORGANISE, DE FAÇON EFFECTIVE, LE NON-DÉPASSEMENT DES VITESSES TOLÉRÉES POUR LES AUTOMOBILES,

LA RÉDUCTION VOLONTAIRE DE CELLES-CI, SUR ROUTE COMME SUR AUTOROUTE, À DES SEUILS D'ÉMISSION NETTEMENT MOINDRES D'OXYDES FUNESTES, APPELÉS À SE TRANSFORMER EN PRÉCIPITATIONS ACIDES, MÉRITE, PAR AILLEURS, DE DEVENIR LA RÈGLE CHEZ LES PLUS CONSCIENTS, LES PLUS RESPONSABLES, LES PLUS EXEMPLAIRES DE NOS CONTEMPORAINS,

N.B. SERAIT-IL VRAI QUE CE SUJET NE PEUT FAIRE PALPITER LA PLUPART DES ASSOCIATIONS ? QUE TELLES SE POLARISENT, PAR EXEMPLE, SUR L'ANTI-CHASSE SYSTÉMATIQUE AU POINT D'OUBLIER...TOUT LE RESTE ? ET BIEN JE N'EN CROIS RIEN,

SI NOUS OSONS NOUS LANCER DANS CETTE INTERPELLATION DES DÉCIDEURS ET DE L'OPINION PUBLIQUE AVEC LES CONCOURS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DES ORGANISATIONS DE CONSOMMATEURS, DE L'ASSOCIATION DES DROITS DU PIÉTON, ENTRE AUTRES, IL SE PRODUIRA, DANS NOTRE PAYS, UN CHOC PSYCHOLOGIQUE DONT VOUS ME DIREZ DES NOUVELLES,

D'ACCORD ? OU PAS D'ACCORD ?

PIERRE PELLERIN

CHASSE

CREATION DES CONSEILS DEPARTEMENTAUX

PAR UNE LETTRE ADRESSEE LE 13 MARS 1986 A M. J.P. RAFFIN ET QUE NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS, MADAME HUGUETTE BOUCHARDEAU REAFFIRME SA CONVERGENCE DE VUE AVEC LA FFSPN SUR L'INSTITUTION DES CONSEILS DEPARTEMENTAUX CHARGES DE LA CHASSE.

Neuilly, le **13 MARS 1986**

Monsieur le Président,

Le conseil d'administration de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature a demandé une signature rapide du décret instituant les conseils départementaux chargés de la chasse tel qu'il a été adopté par le Conseil National de la Chasse et de la Faune Sauvage le 18 décembre 1985.

Je me félicite que vous confirmiez ainsi votre ferme soutien à la création de ces conseils qui sont attendus par les chasseurs, les agriculteurs et les protecteurs comme l'ont prouvé une année de concertation à tous les niveaux d'une part, le vote concordant de plusieurs instances consultatives d'autre part.

Je vous confirme que le Gouvernement a opté pour la création au niveau départemental d'un conseil dont la composition paritaire et l'appellation sont la pure et simple transposition d'une réalité qui a fait ses preuves au niveau national avec le Conseil National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

Je suis enfin personnellement tout à fait favorable à l'institution de conseils chargés de la protection de la nature qui permettrait la déconcentration sur les commissaires de la République de certaines tâches de gestion de la faune, de la flore et des milieux naturels conformément aux orientations déjà arrêtées en conseil interministériel d'administration territoriale. Je pense que la dynamique créée dans ce domaine en 1985 ne subira pas de ralentissement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Jean-Pierre RAFFIN
Président de la Fédération Française
des Sociétés de Protection de
la Nature
57, rue Cuvier
75231 PARIS CEDEX 05



Huguette BOUCHARDEAU



ENCORE A PROPOS DE LA CHASSE

LETTRE OUVERTE À DES AMIS NATURALISTES.

Actuellement, se dessine nettement une volonté de confier la gestion des espèces "gibier" (et du reste de la faune sauvage...) aux seuls chasseurs-timides dans le projet de loi COLIN, très ouvertement dans le projet LACOUR-

Dès aujourd'hui et d'une manière insidieuse, on peut observer le phénomène en ce qui concerne la "gestion" des zones humides et donc des oiseaux d'eau.

1. La lettre du Directeur du secrétariat Faune-Flore du Muséum de Paris

Le jeu joué par le secrétariat Faune-Flore du Muséum d'Histoire Naturelle (SFF) à propos de l'envoi à la FFSFN du document : Bibliographie des zones humides de France, est à cet égard intéressant à analyser :

- que signifie l'apparition de "la Fédération interdépartementale des chasseurs de Paris HSV" (sic) dans la page de couverture de la compilation d'Elisabeth DUBROCA : "Bibliographie des zones humides de France", réalisée au S.F.F. sous la direction de F. de BEAUFORT? A ce pro-

pos, je vous conseille de comparer les études provenant des naturalistes avec le nombre d'études que l'on doit à des chasseurs... sans commentaire.

- que signifie la lettre signée de BEAUFORT, jointe à la Bibliographie des zones humides de France, qui cautionne sans réserve l'efficacité des chasseurs dans la protection des zones humides, et leur compétence en matière scientifique

- que signifie le "nous considérons que les chasseurs sont les seuls gestionnaires des zones humides" ? "Nous" signifie-t-il : de BEAUFORT et POUGET les signataires ? ; le Muséum ou tous les naturalistes qui fournissent les données au S.F.F. et qui n'ont sûrement pas été consultés?

- que signifie l'absence totale de toute référence au travail considérable effectué par les naturalistes-ornithologues, membres d'associations de protection de la nature?

- en particulier en matière d'inventaire de zones humides (ex: les ZNIEFF) et les comptages d'oiseaux d'eau (BIOE).

Quand on sait :

1/ qu'au moins en ce qui concerne la région Rhône Alpes, la nôtre, il est exceptionnel que les chasseurs prennent l'initiative de protéger les zones humides. Quand ils ne s'opposent pas carrément à des réserves naturelles. La protection active des zones humides dépend à 99% des protecteurs de la nature.

En ce qui concerne les zones humides à grande vocation cynégétique (Dombes-Foréz), il s'agit d'une protection "de fait", due à l'exploitation commerciale des espèces "gibier". C'est l'intérêt économique lié à la chasse (location, relations d'affaires...) qui protège ces zones humides. Déclarer sans nuance que les chasseurs "protègent" les zones humides est une affirmation spéculative. Dit-on que ce sont les mangeurs de pêches ou de pommes qui "protègent" les vergers de la vallée du Rhône? La quasi totalité des consommateurs se fichent pas mal des vergers; ce qu'ils veulent, ce sont des fruits, si possible bon marché ; et après moi le déluge. Que les pessimistes se rassurent : le tourisme cynégétique et l'exploitation commerciale en général de la chasse au gibier d'eau ont encore de très beaux jours devant eux (1), et tout ceci n'a rien à voir avec le combat que mènent les associations de protection de la nature pour une reconnaissance des droits et libertés de ceux qui ne chassent pas (naturalistes et simples citoyens) 2/ qu'il n'est pas question d'assimiler les chercheurs de l'ONC aux chasseurs. L'ONC est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre de l'environnement et dont les ressources proviennent essentiellement d'une taxe (une partie des redevances

cynégétiques). Le "génie" des chasseurs a été d'obtenir, grâce à la complicité des parlementaires, la majorité absolue au C.A de l'ONC. Ils gèrent ainsi à leur seul bénéfice l'argent public ; joli tour de passe-passe qui leur permet en plus de se faire passer pour des chercheurs. On n'assimile pas le simple citoyen français au chercheur du CNRS ; malgré le fait que celui-ci, par le système de l'impôt, finance celui-là. Alors pourquoi raisonner autrement lorsqu'il s'agit de chasseurs ?

3/ que les comptages d'oiseaux d'eau hivernants (BIROE) sont effectués à plus de 95 % par des associations de protection de la nature. Les "chasseurs" brillant par leur absence.

II- Un projet de réglementation en préparation.

A ceci, il faut rajouter les bruits très précis qui font état d'un projet de réglementation confiant la gestion du Domaine public fluvial (DPF) aux seules associations de chasseurs de gibier d'eau.

Quand on sait :

- l'opposition de plus en plus systématique des chasseurs de gibier d'eau à toute nouvelle mesure contraignante de gestion,
- l'opposition de plus en plus systématique des chasseurs de gibier d'eau aux propositions de création ou de modification des réserves de chasse en zone humide.

III- Résumons nous.

1. Faire apparaître une "fédération interdépartementale de chasseurs" dans l'intitulé d'un ouvrage de nature scientifique (Bibliographie). Alors que cette fédération n'a servi que d'intermédiaire pour gérer une subvention.
2. Entretenir très soigneusement l'amalgame : ONC = chasseurs de base.
3. Se servir très adroitement de l'argument fallacieux : les chasseurs de gibier d'eau protègent les zones humides en empêchant qu'elles se transforment en zones agricoles.
4. Obtenir d'un naturaliste officiel non chasseur qu'il écrive et co-signé avec un responsable cynégétique une lettre affirmant que les chasseurs sont "compétents" et "seuls gestionnaires des zones humides", sont des détails qui s'inscrivent très justement dans une vaste campagne "d'intox" orchestrée par les dirigeants du monde cynégétique et relancée récemment par le slogan "chasse, c'est naturel".

Cette campagne vise :

- à faire passer les chasseurs pour des chercheurs des biologistes (comptages, inventaires...), des responsables qui protègent les milieux naturels (modifier radicalement l'image de marque).
- à récupérer une part de l'opinion publique- celle qui actuellement est, face à la chasse, relativement indifférente,
- destabiliser les associations de protection de la nature en prenant les zones humides en otage sujet particulièrement sensible dans le coeur des naturalistes, et en se livrant au chantage : "le maïs ou la chasse".

Les chasseurs espèrent ainsi neutraliser une bonne partie des naturalistes- en particulier les ornithos- en vue de leur faire avaler les énormes couleuvres que quelques protecteurs commentent à montrer du doigt avec de plus en plus d'insistance, et qui sont entre-autres :

- la récupération quasi-intégrale par les chasseurs et à leur seul profit, des taxes cynégétiques (90%)
- la main-mise sur l'office national de la chasse, établissement public,
- le non respect du droit de propriété,
- la toute-puissance des fédérations départementales des chasseurs (parti unique départemental) financées par une taxe, et totalement interdites aux propriétaires non chasseurs (s'étant pourtant vu confisquer leurs terres par les ACCA et ceci sans aucune indemnisation).
- la mise à disposition des fédérations de chasseurs d'un personnel chargé de police (gardes ONC), qui sous la pression des chasseurs "échapperont" à la loi de fonctionnarisation.
- N'en déplaise à beaucoup, je ne suis pas anti-chasse : ce qui ne m'empêche pas de respecter profondément ceux qui le sont au nom de la liberté de conscience ; ma seule ambition est de défendre les droits fondamentaux et la liberté de chaque citoyen. Qui peut s'en étonner ?

Dénoncer les abus constatés dans l'exercice d'une activité de loisir, informer les citoyens de leurs droits face à cette activité, rappeler certains principes nécessaires au fonctionnement d'une démocratie, n'a rien à voir avec une campagne de dénigrement, visant à faire disparaître l'activité en question.

On n'accuse pas les militants d'associations de consommateurs d'être des anti-assurance, lorsqu'ils se livrent à une étude, même très critique du fonctionnement des organismes assureurs.

suite

Pour un chasseur : être anti-chasse est bien sûr une tare contre nature (sans jeu de mot), un état pratiquement pathologique, et ils arrivent peu à peu à faire partager cette conviction par d'éminents naturalistes non-chasseurs, ainsi que par une partie du public.

Pour se débarrasser de son chien, on l'accuse d'avoir la rage ; pour se débarrasser d'un naturaliste gênant on l'accusera, à tort d'être anti-chasse ; le plus fort c'est que cela peut marcher !

Roger MATHIEU

LE 3 mars 1986

TAXIDERMISTE TRAFIQUANT, LOURDE PEINE.

Un taxidermiste naturalisant des espèces protégées vient d'être condamné avec ses comparses par le tribunal correctionnel du Mans à la plus grosse amende jamais infligée dans ce domaine.

A l'occasion d'une opération antibraconnage menée par des gardes de l'Office National de la Chasse, une perquisition chez un taxidermiste de la Sarthe permettait de découvrir 57 animaux protégés (dont 26 rapaces, 13 écureuils, 6 pingouins, 3 martin pêcheurs, 1 chauve-souris, etc). L'enquête devait montrer qu'il existait un véritable réseau de particuliers, chasseurs, braconniers, gardes-chasses, armurier qui alimentaient ce taxidermiste. Près de 200 personnes ont été interpellées, mais seules 12 ont été traduites en justice (en raison de l'amnistie de 1981).

Trois associations, la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, la Ligue pour la Protection des Oiseaux et le Fonds d'intervention pour les Rapaces se sont portées partie civile. Elles ont été représentées par Maître ROCHE.

Le résultat du procès est à la hauteur de l'importance du trafic qui sévissait dans la région. Le taxidermiste est condamné à 20 000,00 F d'amende, l'armurier à 15 000,00 F, un garde-chasse à 8 000,00 F et les autres comparses à des amendes de 6 000,00 F à 2 000,00 F. Les 3 associations reçoivent près de 60 000,00 F à titre de dommages et intérêts.

C'est là un jugement exemplaire qui montre une évolution très favorable de la justice en matière de répression des atteintes du patrimoine naturel.

Communiqué 25.3.86

TOURISME

A BORD DE LA PÉNICHE ALZAU, DECOUVREZ L'ETONNANT CHEMIN D'EAU DES CANAUX DU MIDI

Activités

De Bordeaux à Avignon, en passant par Port La Nouvelle et les étangs, le C.P.I.E. organise des croisières destinées à tous publics.

Si les Canaux sont un moyen original de traverser des sites touristiques et des paysages peu accessibles habituellement, l'ALZAU offre en plus une découverte pédagogique d'un environnement méconnu du grand public.

Les participants sont accompagnés par des animateurs habitués à traiter des thèmes spécifiques et diversifiés retenus pour chaque croisière et qui abordent :

- La variété de l'architecture - passage de la brique à la pierre, monuments et chefs d'œuvre du roman à nos jours.
- La diversité de l'agriculture et la viticulture ; du vignoble bordelais à la viticulture languedocienne en passant par la polyculture de la vallée de la Garonne et les céréales du Lauragais.
- Les milieux naturels : flore atlantique et méditerranéenne, oiseaux des étangs languedociens et des bordures de la Garonne.
- L'originalité d'une population traditionnelle et active.
- Et particulièrement, les sites et paysages des canaux du Midi au rythme des écluses et à la vitesse d'un promeneur.

Ces croisières sont animées par des conférenciers à l'écoute des motivations de chacun et proposent des activités de découverte (visites, promenades, observations, projection de diapositives, etc...). Une bibliothèque complète l'information sur les thèmes proposés et des vélos sont disponibles pour de courtes promenades le long du Canal.

Les passagers pourront découvrir aussi la vie du Canal et la tradition batelière. Ils pourront participer d'ailleurs à la vie du bord et aider à la manœuvre au passage des écluses pour les personnes qui le désirent.

Pour tous renseignements concernant les programmes et les réservations, s'adresser à :

PIEAM, Loisirs Accueil
18, place Dupuy
31000 TOULOUSE.
Tél. 61.62.42.62

MILIEUX NATURELS



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

VOICI LE TEXTE DE LA LETTRE ENVOYEE LE 6 MARS 86 PAR M. MOSTAFA TOLBA, DIRECTEUR EXECUTIF DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT A LA FEDERATION FRANCAISE DES SOCIETES DE PROTECTION DE LA NATURE.

J'ai le plaisir de porter à votre connaissance que le 5 juin 1986, le programme des Nations Unies pour l'environnement célébrera la journée mondiale de l'environnement, journée au cours de laquelle l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies s'emploie à amener les hommes à prendre conscience et à se soucier davantage de leur environnement.

L'assemblée générale ayant décrété que 1986 serait l'année internationale de la paix, le thème principal de la journée mondiale de l'environnement sera donc "l'environnement et la paix". Pour marquer la journée mondiale de l'environnement en 1986, le PNUE a décidé d'exposer plusieurs questions regroupées sous ce thème. Ces questions sont les suivantes :

- population, production alimentaire, environnement et paix : tout ce qui menace les écosystèmes, dont les hommes dépendent, menace indubitablement la sécurité.

- ressources en eau, environnement et paix : le gaspillage des ressources en eau ou leur altération a pour effet d'aggraver la concurrence dont la maîtrise de ces ressources est à l'origine et peut être la cause de conflits tant au sein des nations qu'entre elles.

- développement, environnement et paix : le maintien de la paix suppose l'avènement d'un développement durable qui seul permettra de satisfaire les besoins de la population mondiale dont l'accroissement s'accélère.

- réfugiés écologiques : la dégradation de l'environnement a contraint des millions d'hommes à abandonner leurs foyers.

- ressources mondiales, concurrence et conflits : en évitant de gaspiller et d'appauvrir les ressources naturelles qui nous sont comptées, il serait possible d'atténuer la concurrence et les conflits.

Les organisations non gouvernementales comme la vôtre ont toujours été, et sont encore, le fer de lance du mouvement écologique. C'est pourquoi nous vous demandons encore une fois de nous aider à faire en sorte que la journée mondiale de l'environnement soit l'occasion, pour les êtres humains, de prendre conscience de l'importance de l'environnement et de s'y intéresser davantage.

Nous sommes convaincus qu'en participant à la célébration de cet événement dans votre pays, vous pourrez contribuer dans une large mesure à renforcer cette prise de conscience et cet intérêt. Nous souhaiterions que vous preniez part de toutes les façons possibles aux diverses activités qui marqueront cette année la célébration de la journée mondiale de l'environnement. En plus, des manifestations que vous organisez d'ordinaire ce jour-là, vous pourriez peut être envisager d'inviter les administrations locales à marquer cette journée par certaines manifestations, d'y consacrer des séminaires ou des expositions, de suggérer aux chefs religieux de traiter le thème de l'environnement et la paix dans leurs sermons du dimanche 1er juin, de souligner ce thème dans vos propres publications et de remettre aux médias locaux de la documentation sur cet événement et sur l'environnement. Le Service de l'information du PNUE tient à votre disposition de brefs articles de fond sur le thème choisi cette année pour la journée mondiale de l'environnement.

Si vous estimez que le PNUE peut vous être d'une aide quelconque, n'hésitez pas à faire appel à lui.



BIENTOT UN SEPTIEME PARC NATIONAL EN GUADELOUPE

Après la Vanoise, Port Cros, les Pyrénées occidentales, les Cévennes, les Ecrins et, en 1979, le Mercantour, un septième parc national devrait voir bientôt le jour en Guadeloupe. Sa création est réclamée avec insistance par tous les élus locaux.

Après la consultation des différents partenaires locaux et nationaux (élus, représentants des agriculteurs, des pêcheurs, des chasseurs, des artisans, des commerçants, Conseil National de la Protection de la Nature, Comité Interministériel des Parcs Nationaux), le Premier Ministre, Laurent Fabius, vient de prendre en considération le dossier de création, qui sera soumis prochainement à l'enquête publique.

Au vu des résultats et sur le rapport du Ministre de l'Environnement, un décret en Conseil d'Etat créera officiellement le Parc National de la Guadeloupe.

Ce territoire privilégié, qui concerne treize communes, va protéger le volcan de la Soufrière et la forêt sur 17.600 ha. Il sera mis en valeur par des actions d'information, de sensibilisation au patrimoine naturel, culturel, et du développement local (agriculture, forêt, tourisme) en harmonie avec les objectifs de protection du parc L'Office National des Forêts sera associé très étroitement à sa gestion.

PREMIERE RESERVE NATURELLE DANS LE DOUBS

Madame Huguette BOUCHARDEAU, Ministre de l'Environnement, a signé la décision d'agrément en réserve naturelle volontaire des Tourbières de l'asne.

Il s'agit de la première réserve naturelle volontaire créée dans le département du Doubs, qui permettra la protection d'un site naturel exceptionnel. Les tourbières sont en effet des espaces témoins extrêmement menacés de disparition alors qu'elles sont la mémoire des ères géologiques successives et recèlent des espèces végétales partout ailleurs en voie d'extinction.

La renommée internationale des tourbières de Frasné méritait d'être consacrée par cet acte solennel.

UNE NOUVELLE RESERVE NATURELLE L'ILE DE LA PLATIERE

La réserve naturelle de l'île de la Platière vient d'être créée (JO du 11 mars).

Située sur le Rhône, à 45 km au sud de Lyon, et à cheval sur trois départements: l'Isère, la Loire, l'Ardèche, cette nouvelle réserve de 483 ha permet de sauvegarder un milieu sauvage et un refuge pour les oiseaux migrateurs qui empruntent l'importante voie de passage de la vallée du Rhône. 60 espèces d'oiseaux migrateurs dont la plus remarquable est sans doute le balbuzard pêcheur, et 65 espèces d'oiseaux nicheurs ont été recensés par le centre ornithologique Rhône-Alpes durant un cycle annuel.

Au bord du fleuve et des lînes (*) s'est développée une végétation de jeunes saules qui abrite plusieurs familles de castors et offre des possibilités de nidification pour le gibier d'eau. Et les peupleraies, cultivées de manière traditionnelle, conservent un sous-bois qui est également favorable à la nidification de nombreux oiseaux.

(*) bras de rivières

UN NOUVEAU CLASSEMENT DE COURS D'EAU

Le décret 86.404 du 12 mars 1986, paru au Journal Officiel du 14 mars 1986, classe 7000 km de cours d'eau en application de l'article 25 de la loi du 15 juillet 1980 sur les économies d'énergie et l'utilisation de la chaleur.

Sur ces cours d'eau, aucune centrale hydroélectrique nouvelle ne pourra être installée. Les centrales déjà en service pourront être maintenues et éventuellement modernisées, sous réserve que la hauteur du barrage ne soit pas modifiée.

27 départements sont concernés par ces mesures de classement, dont l'initiative, dans la plupart des cas, revient aux Conseils Généraux. Des propositions supplémentaires de classement, émanant d'autres départements, seront prises en compte ultérieurement.

Le classement permet de maintenir un milieu aquatique favorable à la vie piscicole et contribue dans certains cas à la restauration des populations de poissons migrateurs.

COMMENTAIRE A PROPOS DU TEXTE RELATIF A LA PECHE EN EAU DOUCE

Si les textes publiés à ce jour donnent souvent satisfaction à la FFSPN, certains ne reprennent pas toutes nos propositions, ce que nous pouvons regretter. Il convient, en particulier, d'en dénoncer un tout spécialement comme étant, selon nous, très en retrait par rapport à "l'esprit de la loi" (art.10); cet article prévoit la résiliation ou la suspension des contrats d'achat conclus entre EDF et les producteurs autonomes qui se trouvent en situation irrégulière. Ce décret protège, de fait, de telles situations illégales par des délais successifs!

Il conviendra donc, au niveau de chacune de nos associations, de nous acharner à mettre ce texte en oeuvre chaque fois que cela sera possible, certes pour obtenir satisfaction ponctuellement, mais aussi pour en dénoncer les insuffisances, et à terme pour en demander la modification conformément à ce que nous étions en droit d'attendre de la loi elle-même: c'est parce que la partie sera dure et longue qu'il faut être durs et déjà vigilants.

Enfin, nous attendons avec impatience la sortie des textes qui concernent les parties de la loi les plus intéressantes en matière de protection de la nature, tout particulièrement ceux relatifs à :

- la protection des habitats piscicoles,
- les débits réservés,
- la gestion piscicole et des milieux aquatiques,
- les commissions de bassin
- le partage de l'exercice du droit de pêche (qui touche à l'entretien des cours d'eau non domaniaux),
- les vidanges de barrages et autres.

Nous demandons avec insistance au Ministre de l'Environnement de faire assurer leur publication dans les meilleurs délais, en prenant en compte nos propositions faites dans les groupes de réflexion "ad hoc."

C. TOUZAN

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA NATURE

Service de la pêche et de l'hydrobiologie

LOI N° 84-512 DU 29 JUIN 1984 RELATIVE A LA
PECHE EN EAU DOUCE ET A LA GESTION DES RESSOURCES PISCICOLES
ET SES TEXTES D'APPLICATION

Etat des textes parus au **15 FEV. 1986**
et nomenclature des textes à paraître

1° - LOI : TITRE II DU LIVRE III DU CODE RURAL (ARTICLES 401 A 466)

- Projet de loi adopté le 16 février 1983 par le Conseil des Ministres et déposé le 24 février 1983 au Parlement.
- . 1ère lecture : Sénat 18 et 26 mai 1983 (JO-DP 19-27 mai)
Ass.Nat. (unanimité) 13 décembre 1983 (JO-DP 14 décembre)
- . 2ème lecture : Sénat (unanimité) 19 avril 1984 (JO-DP 20 avril)
Ass.Nat. (unanimité) 16 mai 1984 (JO-DP 17 mai)
- . Commission mixte paritaire du 24 mai 1984
- . Adoption à l'unanimité par l'Ass.Nat. le 5 juin 1984 (JO-DP 6 juin) et par le Sénat le 13 juin 1984 (JO-DP 14 juin)
- Publication de la loi au J.O. du 30 juin 1984 (rectificatif JO 8 août)
- . Report d'entrée en vigueur du 1/7/1985 au 1/1/1986 par l'article 9 de la loi n° 85-542 du 22 mai 1985 sur l'exercice de la pêche maritime (JO 24 mai)

2° - TEXTES D'APPLICATION

Chan-
d'appli-
cation

- ART 402 = - Circulaire PN-85-3331 du 4 déc.1985
- 403 - Circulaire générale (voir art.432-433) = X

- ART 404 = - Décret (C.E.) n° 85-1370 du 20 déc.1985 pris pour l'application de l'article 404 du code rural, fixant les conditions de l'application du Titre II du Livre III du code rural aux plans d'eau non visés à l'article 402 (JO 24 déc.)
- Circulaire (voir circulaire générale art. 437)

Pollution

- ART 407 = - Circulaire générale n°86/3 du 31 janvier 1986.

Protection
des habitats
piscicoles

- ART 408 = - Décret (C.E.) = X
- (Arrêtés) = X
- Circulaire = X

Débit réservé

- ART 410 = - Circulaire générale n°... du ...

Passes à
poissons

- ART 411 = - Circulaire générale n° 85/3250 du 27 nov.85
(JO, sans annexes)
- Arrêté interministériel du 2 janv.86 fixant la liste
des espèces migratrices de poissons présentes dans certains
cours classés au titre de l'article 411 du code rural
(ex 428-2° C.R.) (JO 4 fév.)

Introduction
d'espèces

- ART 413 =
 - 1°) - Décret n° 85-1189 du 8 nov.1985 fixant la liste des espèces
de poissons, de grenouilles et de crustacés susceptibles de
provoquer des déséquilibres biologiques (JO 16 nov.)
 - Décret (C.E.) n°85-1306 du 9 déc. 1985 fixant les
conditions de délivrance des autorisations de transport de
poissons, de grenouilles et de crustacés appartenant à des
espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres
biologiques (JO 11 déc.)
 - Arrêté du 17 déc.1985 fixant la forme et le contenu de la
demande d'autorisation de transport à l'état vivant de
poissons, de grenouilles et de crustacés appartenant à des
espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres
biologiques (JO 31 déc.)
- 2°) - Arrêté du 17 déc.1985 fixant la liste des espèces de
poissons, de crustacés et de grenouilles représentées dans
les eaux visées à l'article 413 du code rural (JO 26 janv.86)
- Décret (C.E.) n° 85-1307 du 9 déc.1985 fixant les conditions
d'autorisation d'introduction dans les eaux visées à
l'article 413 du code rural de poissons, de crustacés et de
grenouilles appartenant à des espèces qui n'y sont pas
représentées (JO 11 déc.)
- Arrêté du 12 janv.1986 fixant la forme et le contenu des
demandes d'autorisation d'introduire dans les eaux visées à
l'article 413 du code rural des poissons, des crustacés et
des grenouilles appartenant à des espèces qui n'y sont pas
représentées (JO 2 fév.).

Circulaire générale 413-1° et 2° n°... du ...

Agrément
sanitaire
des pisci-
cultures

- 4°) - Décret (C.E.) = X
- Arrêté interministériel = X
- Circulaire = X

Taxe piscicole

- ART 414 - Décret n° 85-1399 du 27 déc.1985 fixant les taux de la taxe
piscicole (JO 29 déc.)
- (sanction = art.1er décret n°86-198 du 6 fév.1986, voir
police pêche)
- Arrêté du ... relatif à la perception et à la centralisation
de la taxe piscicole (JO ...)

Organisation
de la pêche
amateur

- ART 415 - Décret (C.E.) n° 85-1284 du 28 nov.1985 relatif à la pêche en eau douce pratiquée par des amateurs (JO 6 déc.)
- (sanction = art.1er décret n°86-198 du 6 fév.1986 voir police pêche)
- Arrêté du 9 déc.1985 fixant les conditions d'agrément des associations de pêche et de pisciculture (JO 31 déc.)
- Arrêté du 9 déc.1985 fixant les conditions d'agrément de l'association départementale des pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public (JO 31 déc.)
- Arrêté du 9 déc.1985 fixant les statuts des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de pisciculture (JO 31 Déc.)
- Circulaire générale (art.415-416) n° 86-38 du 6 janv.1986
- Circulaire sur le contrôle des fédérations et des associations par l'administration = X

Organisation
de la pêche
profession-
nelle

- ART 416 - Décret (C.E.) n°85-1316 du 11 déc.1985 relatif à la pêche en eau douce pratiquée par des professionnels (JO. 13 déc.)
- (sanction art.1er décret n°86-198 du 6 fév.1986, voir police pêche)
- Arrêté du 13 déc.1985 fixant les conditions d'agrément des associations départementales ou interdépartementales de pêcheurs professionnels en eau douce (JO 31 déc.)
- Circulaire générale (art.415-416) n° 86-38 du 6 janv.1986 (voir art. 415)
- Circulaire sur le contrôle des associations par l'administration = X

C.S.P.

- ART 418 - Décret (C.E.) n° 85-1398 du 27 déc.1985 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de la pêche (JO 29 déc.)
- Arrêté du fixant les modalités du contrôle financier du C.S.P. (JO)
- Arrêté du 17 janv.1986 fixant les conditions d'élection au Conseil d'Administration du CSP des représentants des fédérations départementales des A.A.P.P. (JO 1er fév.)
- Arrêté du 17 janv.1986 fixant les modalités d'élection au Conseil d'administration du CSP des représentants des associations départementales agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public (JO 1er fév.)
- Arrêté du 17 janv.1986 fixant les conditions d'élection au conseil d'administration du CSP des représentants des associations interdépartementales agréées de pêcheurs professionnels en eau douce (JO 1er fév.).
- Décret n°..... du portant nomination du directeur général du CSP (JO du)
- Arrêté du fixant la liste des membres du Conseil d'Administration du CSP (JO du)
- Arrêté fixant les modalités de mise à disposition de la garderie auprès des fédérations des AAPP

Gestion
piscicole et
des milieux
aquatiques

- ART 415-417-424 - Décret (C.E.) - gestion des ressources piscicoles, schémas départementaux de vocation piscicole, commissions de bassins et orientations de bassins = X
- Arrêtés = X
- Circulaire = X

Location du droit de pêche de l'Etat	- ART 419	- Décret (C.E.) n°76-1086 du 29 nov.1976 relatif à l'exploitation du droit de pêche de l'Etat dans les eaux du domaine public fluvial. (Ce décret reste en vigueur - sauf ses dispositions contraires à la loi - jusqu'à l'échéance des baux en cours) - Arrêté du..... reportant jusqu'au 31 déc.1987 les baux en cours et précisant les cahiers des charges fixant les clauses et conditions générales de la location par l'Etat du droit de pêche aux lignes et aux balances et aux engins dans les eaux du domaine public pour la période du 1/1/1982 au 31/12/1986 (JO) - Circulaire = X
Obligation de protection des milieux aquatiques	- ART 423	- Décret (C.E.) = X - Circulaire = X
Partage de l'exercice du droit de pêche	- ART 425	- Décret (C.E.) = X - Circulaire = X
Pêche banale	- ART 429	- Arrêté fixant la liste des cours d'eau où la pêche du saumon en marchant dans l'eau est autorisée (actualisation de l'arrêté du 16 sept.1958) = X - (sanction art.2 décret n°86-198 du 6 fév.1986, voir police pêche)
Servitude de passage	- ART 431	- (sanction = art.3 décret n°86-198 du 6 fév.1986, voir police pêche)
Piscicultures et enclos existants	- ART 432- 433 et 7	- Décret (C.E.) n°85-1400 du 27 déc.1985 fixant les formes et les conditions des concessions et des autorisations de pisciculture et les modalités de déclaration des plans d'eau existants mentionnés à l'article 433 du code rural (JO du 29) - Circulaire n°86-154 du 15 janv.1986 fixant les modèles de publicité pour la déclaration des enclos piscicoles existants au 30-6-1984 - Circulaire générale sur le champ d'application de la loi, les créations de piscicultures et le maintien des enclos existants = X - Décret du 24 oct.1925 maintenu en vigueur pour les enclos existants au 30-6-1984 (art.39 du décret n°85-1400)
Vidanges	- ART 434	- Décret (C.E.) = X - Circulaire = X
Interdictions de pêche	- ART 435	- Décret n°85-1369 du 20 déc.1985 pris en application de l'article 435 du code rural et fixant les conditions dans lesquelles la pêche est interdite en vue de la protection du poisson (JO du 24) - Circulaire (voir circulaire générale art.437)

**Pêche en
estuaire**

- ART 436 - Décret (C.E.) = X (décret actuel du 15 déc.1952, modifié)
- Circulaire = X

**Réglementation
de la pêche**

- ART 437 - Décret n°85-1385 du 23 déc.1985 pris pour l'application de l'article 437 du code rural et réglementant la pêche en eau douce (JO du 28)
- Circulaire générale n° 86-213 du 24 janv.1986 annexant l'arrêté réglementaire permanent-type
- Arrêté du 16 janv.1986 fixant la période d'ouverture de la pêche du saumon - art 4 du décret (JO du 23)
- Arrêté du fixant la période d'ouverture de la pêche de la truite de mer - art.4 du décret (JO du)
- Arrêté interdisant la pêche d'espèces gravement menacées - art.9 du décret = X
- Arrêté portant à 60 heures la durée de la relève hebdomadaire - art.16 du décret = X
- Arrêté fixant la liste des cours d'eau et plans d'eau où la taille minimum de capture de l'omble de fontaine et des truites autres que la truite de mer est ramenée à 0,18 mètre - art.19 du décret = X
- Arrêté du fixant la liste des cours d'eau à saumons - art.22 du décret (JO du)
- Arrêté du fixant la liste des cours d'eau à truites de mer - art.22 du décret (JO du)
- Arrêté du fixant les conditions de capture du saumon dans les cours d'eau classés à saumons - art.22 du décret (JO du)
- Arrêté du 29 janv.1986 fixant la liste des plans d'eau de 1ère catégorie où peuvent exercer les pêcheurs professionnels - art. 25 du décret (et art.442 du code rural) (JO du 1er fév.)
- Arrêté du fixant la liste des eaux de la 2ème catégorie non visées à l'art.419 du code rural où la pêche aux engins et aux filets peut être exercée par les membres des A.A.P.P. - art.28 du décret (JO du.....)
- Arrêté fixant la procédure de contrôle des filets et des mailles - art.34 du décret = X
- Arrêté provisoire du 29 janv.1986 fixant la liste des lacs soumis à une réglementation spéciale (et la composition des commissions) - art.46 du décret (JO du 1er fév.)
- Décret (C.E.) n° du fixant les conditions de classement des eaux en deux catégories piscicoles (JO du)
- Arrêté du déterminant le classement des eaux en deux catégories (JO du)

Braconnage

- ART 439 - (liste des infractions-art.4 décret n°86-198 du 6 fév.1986, voir police pêche).

Commercialisation

- ART 440 - (sanction = art.5 décret n°86-198 du 6 fév.1986, voir police pêche)
- Décret (C.E.) autorisations d'importation de poissons = X
- Décret (C.E.) justification de l'origine des poissons = X (décret du 5 juin 1926, arrêtés du 27-9-1957, 11-3-1964)

Commercialisation

- ART 442 - (sanction : art.6 décret n°86-198 du 6 fév.1986, voir police pêche)
- Arrêté fixant la liste des plans d'eau non domaniaux (voir art.437-art 25 du décret n°85-1385 du 23 déc.1985)

Autorisations de pêches exceptionnelles	- ART 443 - Décret (C.E.) fixant les conditions d'autorisations de capture et de transport du poisson destiné à la reproduction ou au repeuplement pendant les temps d'interdiction de pêche ainsi que les conditions d'autorisations de capture, de transport et de vente des poissons, à des fins sanitaires, scientifiques ou en cas de déséquilibres biologiques = X - Circulaire = X
Pêche des marinières	- ART 444 - (sanction = art.7 décret n°86-198 du 6 fév.1986, voir police pêche)
Police de la pêche	- ART 445-451 - Décret n°86-198 du 6 fév.1986 relatif à la répression de certaines infractions au titre II du livre III du code rural et à l'exercice de la police de la pêche et du pouvoir de transaction (JO du 12 fév.) 453- 454 457- 458 459 - Arrêté n°..... du fixant la liste des agents habilités à être commissionnés au titre de la police de la pêche (JO du) - Circulaire générale = X - Décret (C.E.) n°..... dufixant certaines peines applicables pour les infractions de pêche commises dans le lac Léman, la Bidassoa et la section du Doubs formant frontière avec la Suisse (JO du)
D.O.M.	- Décret (C.E.) = X
Modification des autorisations hydrauliques ou hydroélectriques	- ART 9 (art.109-5° du code rural) - Décret n° du..... - Circulaire = X
Achat de l'électricité par E.D.F.	- ART 10 - Décret n° 86-203 du 7 fév.1986 portant application de l'article 8 bis de la loi n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et fixant les conditions dans lesquelles sont résiliés ou suspendus les contrats d'achat d'énergie conclus entre EDF et les producteurs autonomes d'énergie électrique d'origine hydraulique (JO du 14 fév.) (le 1er alinéa de l'article 10 étant d'application directe).

Les articles de la loi du 29 juin 1984 ne nécessitant pas de décrets ou d'arrêtés d'application, tel que précisé dans la présente nomenclature, sont applicables depuis le 1er janvier 1986.

(---) en cours de publication
X en préparation.

PRESENTATION GEOTA

DANS NOTRE NUMERO DU 1er JANVIER 86, AVEC L'ENTREE DANS LA CEE DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL, NOUS SOUHAITONS LA BIENVENUE AU BUREAU EUROPEEN DE L'ENVIRONNEMENT A QUATRE ASSOCIATIONS. NOUS SOMMES AUJOURD'HUI EN MESURE DE VOUS FAIRE CONNAITRE L'ORGANISATION ET LE MODE DE FONCTIONNEMENT DE L'UNE DE CES ASSOCIATIONS, LE GEOTA (PORTUGAL).

INTRODUCTION

Le GEOTA existe depuis 1981. Ses membres fondateurs étaient d'anciens ou d'actuels membres d'associations universitaires qui ont commencé à se préoccuper de problématique touchant à l'environnement. Dès sa fondation, le groupe a bénéficié du support financier et administratif du IPSD : Institut de Progrès Social et Démocratie (Francisco Sa Carneiro).

Le principal objectif du GEOTA est de développer une philosophie politique de l'environnement et d'intervenir dans la société au niveau des institutions officielles comme au niveau public.

Les membres du GEOTA regroupent, pour la plupart, les enseignants universitaires et des étudiants de différentes formations : ingénieurs de l'environnement, électroniciens, ingénieurs chimistes et agronomes, biologistes, architectes paysagistes, économistes, juristes, historiens, sociologues, etc... Certains d'entre eux travaillent dans des institutions de l'Environnement, ou bien occupent des postes politiques, techniques, de recherche.

ORGANISATION ET STRUCTURE DE FONCTIONNEMENT

Les membres du GEOTA sont divisés en groupes de travail au niveau national (70 personnes environ) et en correspondants régionaux (85 personnes environ). Le groupe coordinateur, qui se réunit une fois par mois, comprend un représentant de chaque groupe de travail, dont le travail est autonome. L'organisation du travail de groupes est décidée annuellement après discussion de la situation et des priorités lors de la réunion générale du GEOTA. Ces réunions générales ont lieu tous les 3-4 mois.

Cours et séminaires sont organisés par les membres de plusieurs groupes de travail. Les collaborateurs sont d'une manière générale experts en plusieurs domaines (recherche, enseignement, technique).

LES ACTIVITES DE L'ORGANISATION

Elles peuvent être classées en 4 groupes principaux :

- recherche et réflexion : études et orientations politiques effectuées par les groupes de travail et la réunion générale du GEOTA

- information et publication : publication d'un bulletin "O Verde" rédigé par les membres du GEOTA

Publications de vulgarisation et de livres techniques sur l'Environnement.

- formation et sensibilisation : cours, séminaires, conférences, discussions, campagnes, etc... actions menées dans trois directions différentes:

- . formation interne : cours intensifs spécifiques et séminaires dirigés par des membres du GEOTA avec la participation d'experts invités,

- . formation extérieure : actions visant des groupes spécifiques de personnes occupant des postes politiques ou techniques importants, sur des sujets spécifiques. Ces actions sont orientées par des membres et des collaborateurs du G.E.A.

- . sensibilisation : actions dirigées vers le public et plus particulièrement les jeunes, menées par les groupes de travail locaux et régionaux; elles sont secondées par les correspondants régionaux et les associations écologistes. Des discussions sont organisées au niveau national.

- interventions directes au niveau des pouvoirs publics comme la présentation faite au Parlement du "projet de loi de base sur l'environnement" qui bien que présenté par un parti politique a été établi par un groupe de travail du GEOTA

PROJETS EN COURS

- discussion d'un projet de journal, à l'échelle nationale, sur le développement et l'environnement.

- analyse de l'état de l'environnement au Portugal et établissement des priorités en matière d'actions.

- construction d'une banque de données informatisée sur la situation de l'environnement,

- publication d'études à base scientifique et technique sur :

- . les risques industriels
- . économie et environnement
- . conservation de la nature
- . protection du patrimoine
- . comment créer un groupe-environnement

- développer la collaboration en matière d'éducation (films vidéo, diapositives, documentation)

- étendre la diffusion du bulletin "O-Verde", et améliorer son aspect graphique.

LEGISLATION

Arrêté du 10 février 1986 modifiant l'arrêté du 23 mai 1984
relatif au piégeage des populations animales

Le ministre de l'environnement,

Vu le titre 1^{er} du livre III du code rural, et notamment les articles 373, 374, 376, 379 et 393 ;

Vu la loi locale du 7 mai 1883 sur la police de la chasse dans les départements d'Alsace et de la Moselle, et notamment son article 2 ;

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1890 modifiée concernant le gibier nuisible, pour les mêmes départements ;

Vu l'arrêté du 23 mai 1984 relatif au piégeage des populations animales ;

Vu l'avis du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Il est ajouté à l'article 2 de l'arrêté du 23 mai 1984 susvisé, *in fine* :

« 5. Les pièges rustiques dits assommoirs. »

Art. 2. - L'article 6 de l'arrêté susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. - Toute personne qui utilise des pièges des catégories soumises à l'homologation prévue par l'article 3 du présent arrêté ou des assommoirs... » (Le reste sans changement.)

Art. 3. - Il est ajouté à l'article 7 de l'arrêté susvisé, *in fine*, les dispositions suivantes :

« Les titulaires d'un brevet professionnel agricole, option Cynégétique, délivré par le ministère de l'agriculture. »

Art. 4. - Dans l'article 8 de l'arrêté susvisé, les mots : « article 17 » sont remplacés par les mots : « article 11 ».

Dans l'article 16-5, les mots : « visés au 3 » sont remplacés par les mots : « visés au 2 ».

Art. 5. - Dans l'article 12 de l'arrêté susvisé, *in fine*, les mots : « catégories visées aux 2, 3 et 4 de l'article 2 ci-dessus » sont remplacés par les mots : « catégories visées aux 2, 3, 4 et 5 de l'article 2 ci-dessus ».

Art. 6. - Le 2 de l'article 16 est remplacé par les dispositions suivantes : « l'utilisation en enclée du piège à mâchoires est interdite. Toutefois, les pièges à mâchoires peuvent être tendus... » (Le reste sans changement.)

Art. 7. - L'alinéa suivant est ajouté au début de l'article 17 : « L'utilisation de collets est subordonnée à une autorisation spécifique délivrée aux piégeurs par le commissaire de la République après avis de la fédération départementale des chasseurs. »

Art. 8. - Il est ajouté, après l'article 18, l'article suivant :

« Art. 19. - Le ministre chargé de la chasse fixe par arrêtés pris à la demande du commissaire de la République, après avis de la fédération départementale des chasseurs, les départements ou parties de département où l'utilisation des assommoirs est autorisée. Ces arrêtés peuvent en limiter les conditions d'emploi, sans préjudice des dispositions de l'alinéa suivant :

« L'ouverture dans le sens vertical des assommoirs ne peut dépasser 25 cm. »

Les articles 19 à 27 deviennent articles 20 à 28. L'article 28 devient article 30.

Art. 9. - Le dernier alinéa de l'article 20 est remplacé par les dispositions suivantes : « La distance entre le piège et l'émerillon le plus éloigné ne doit pas dépasser 30 cm. »

Art. 10. - L'article 22 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 22. - Les dispositions des articles 6 à 10 et des 1, 2 et 3 de l'article 16... » (Le reste sans changement.)

Art. 11. - Il est ajouté, après l'article 28, l'article suivant :

« Art. 29. - Le présent arrêté est applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. »

« L'ordonnance du 16 juillet 1980 modifiée concernant le gibier nuisible est abrogée dans ses dispositions contraires au présent arrêté. »

Art. 12. - Le directeur de la protection de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 février 1986.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
de la protection de la nature
L'administrateur civil,
G. SIMON

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Décret n° 86-571 du 14 mars 1986 fixant
les modalités d'ouverture et de clôture de la chasse

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu le code rural, et notamment ses articles 365 et 373 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 63-766 du 30 juillet 1963 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat, et notamment son article 21, avant-dernier alinéa ;

Vu l'avis du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - 1^o L'article 371, le quatrième alinéa et le 3^o du cinquième alinéa de l'article 373 du code rural sont abrogés.

2^o Au cinquième alinéa de l'article 373 du code rural, les mots : « Il peut prendre également des arrêtés : », sont remplacés par les mots : « Le ministre chargé de la chasse peut prendre des arrêtés : ».

CHAPITRE I^{er}

Chasse à courre, à cor et à cri

Art. 2. - La chasse à courre, à cor et à cri est ouverte du 15 septembre au 31 mars.

Art. 3. - La clôture de la vénerie sous terre intervient le 15 janvier.

Le commissaire de la République peut, sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et après avis du conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage et de la fédération des chasseurs, autoriser l'exercice de la vénerie du blaireau pour une période complémentaire à partir du 15 mai.

CHAPITRE II

Chasse à tir et chasse au vol

Art. 4. - La chasse à tir et la chasse au vol sont ouvertes pendant les périodes fixées chaque année, par arrêté du commissaire de la République, pris sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, après avis du conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage et de la fédération des chasseurs et publié au moins vingt jours avant la date de sa prise d'effet.

Art. 5. - Les périodes d'ouverture générale doivent être comprises entre les dates suivantes :

DEPARTEMENTS APPARTENANT AUX REGIONS SUIVANTES	DATE D'OUVERTURE GENERALE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE GENERALE au plus tard le
Corse.	Premier dimanche de septembre	Dernier jour de février
Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur, Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Franche-Comté, Auvergne, Rhône-Alpes	Deuxième dimanche de septembre	Dernier jour de février
Pays de Loire et département de l'Indre-et-Loire.	Troisième dimanche de septembre	Dernier jour de février
Nord, Picardie, Ile-de-France, Centre (sauf l'Indre-et-Loire), Haute-Normandie, Basse-Normandie, Bretagne, Champagne-Ardenne, Lorraine (sauf la Moselle), Bourgogne.	Quatrième dimanche de septembre	Dernier jour de février

Art. 6. - Par dérogation aux dispositions de l'article 5, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

	DATE D'OUVERTURE SPECIFIQUE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE SPECIFIQUE au plus tard le	CONDITIONS SPECIFIQUES DE CHASSE
<i>Gibier sédentaire</i>			
Chevreuil	1 ^{er} juin	Dernier jour de février	Avant la date d'ouverture générale, ces espèces ne peuvent être chassées qu'à l'approche ou à l'affût par les détenteurs d'une autorisation préfectorale individuelle.
Cerf	1 ^{er} septembre	Dernier jour de février	
Daim	1 ^{er} juin	Dernier jour de février	
Mouflon	1 ^{er} septembre	Dernier jour de février	
Chamois, isard lorsqu'ils sont soumis au plan de chasse légal	1 ^{er} septembre	Dernier jour de février	Hors la période d'ouverture générale, la chasse du sanglier ne peut être pratiquée qu'en battue dans les conditions fixées par l'arrêté du commissaire de la République.
Sanglier	1 ^{er} septembre	Dernier jour de février	
Grand tétras	15 septembre	15 octobre	
Petit tétras	15 septembre	15 octobre	
Lagopède des Alpes	Ouverture générale	11 novembre	
Pardrix bartavelle	Ouverture générale	11 novembre	
Gélinotte	Ouverture générale	11 novembre	
Lièvre variable	Ouverture générale	11 novembre	
Marmotte	Ouverture générale	11 novembre	
Chamois, isard lorsqu'ils ne sont pas soumis au plan de chasse légal	Ouverture générale	15 octobre	
<i>Oiseaux de passage</i>			
Tourterelle	18 août	Dernier jour de février	Hors la période d'ouverture générale : 1° La bécasse ne peut être chassée que sous bois dans les conditions fixées par l'arrêté du commissaire de la République ; 2° Les autres espèces ne peuvent être chassées qu'à poste fixe matérialisé de main d'homme et, lorsque la chasse du gibier d'eau est ouverte, dans les mêmes conditions que pour ce gibier.
Autres oiseaux de passage	Ouverture générale	Dernier jour de février	
<i>Gibier d'eau</i>			
Canard colvert	Ouverture générale	15 février	Hors la période d'ouverture générale, ces espèces ne peuvent être chassées qu'en zone de chasse maritime et sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé.
Autres gibiers d'eau	Ouverture générale	Dernier jour de février	

Art. 7. - 1° Dans le département de la Guadeloupe, la période d'ouverture générale de la chasse doit être comprise entre les dates suivantes :

DATE D'OUVERTURE GENERALE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE GENERALE au plus tard le
14 juillet	5 janvier

Les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates suivantes :

	DATE D'OUVERTURE SPECIFIQUE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE SPECIFIQUE au plus tard le
Tourterelle	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre
Grive	1 ^{er} octobre	5 janvier

2° Dans le département de la Martinique, la période d'ouverture générale de la chasse doit être comprise entre les dates suivantes :

DATE D'OUVERTURE GENERALE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE GENERALE au plus tard le
Dernier dimanche de juillet	15 février

Les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates suivantes :

	DATE D'OUVERTURE SPECIFIQUE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE SPECIFIQUE au plus tard le
Tourterelle, ortolan	Ouverture générale	30 septembre
Ramier, pardrix, grive	Ouverture générale	30 novembre

3° Dans le département de la Réunion, les périodes de chasse doivent être comprises entre les dates suivantes :

	DATE D'OUVERTURE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE au plus tard le
Gibier à poil.....	1 ^{er} juin	15 octobre
Tangue.....	15 février	15 avril
Carf.....	1 ^{er} juin	1 ^{er} décembre
Gibier à plumes.....	1 ^{er} juin	15 août
Merle.....	1 ^{er} juillet	15 août

4° Dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, la période d'ouverture générale de la chasse doit être comprise entre les dates suivantes :

DATE D'OUVERTURE GENERALE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE GENERALE au plus tard le
31 août	31 mars

Les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

	DATE D'OUVERTURE SPECIFIQUE au plus tôt le	DATE DE CLOTURE SPECIFIQUE au plus tard le	CONDITIONS SPECIFIQUES DE CHASSE
<i>Gibier sédentaire</i>			
Carf de Virginie.....	6 octobre	30 octobre	
Lièvre variable.....	27 octobre	31 janvier	
Gélinotte, lagopède.....	13 septembre	2 octobre	
<i>Gibier migrateur</i>			
Migrateurs de terre :			
Canards et limicoles.....	31 août	31 décembre	La chasse de ces espèces est interdite lorsque les eaux douces et le plan d'eau du Grand Barachois sont pris en glace.
Migrateurs de mer :			
Canards marins.....	1 ^{er} octobre	31 mars	

Art. 8. - Le ministre chargé de la chasse peut, par arrêté publié au moins vingt jours avant la date de sa prise d'effet, autoriser la chasse au gibier d'eau avant la date d'ouverture générale et jusqu'à celle-ci en zone de chasse maritime et sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé.

Art. 9. - Afin de favoriser la protection et le repeuplement du gibier, le commissaire de la République peut dans l'arrêté annuel, pour une ou plusieurs espèces de gibier :

- interdire l'exercice de la chasse en vue de la reconstitution des populations ;
- limiter le nombre des jours de chasse ;
- fixer les heures de chasse du gibier sédentaire et des oiseaux de passage.

CHAPITRE III

Dispositions communes

Art. 10. - La chasse en temps de neige est interdite.

Toutefois, le commissaire de la République peut dans l'arrêté annuel autoriser en temps de neige :

1° La chasse au gibier d'eau en zone de chasse maritime, sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé ;

2° L'application du plan de chasse légal ;

3° La chasse à courre et la vénerie sous terre ;

4° La chasse du sanglier, du lapin, du renard et du pigeon ramier ;

5° La chasse des animaux dont la liste est établie, pour chaque département, par le ministre chargé de la chasse.

Il fixe également les conditions restrictives d'exercice de ces chasses nécessaires à la protection des différentes espèces de gibier.

Art. 11. - Le ministre chargé de la chasse fixe la nomenclature des oiseaux de passage autres que la caille et les modes et procédés de chasse pour les diverses espèces de ces oiseaux.

Art. 12. - Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mars 1986.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,
HUGUETTE BOUCHARDEAU

Décret n° 86-483 du 14 mars 1986 annulant et remplaçant le décret n° 85-713 du 12 juillet 1985 portant transformation des conseils régionaux de la forêt et des produits forestiers en commissions régionales de la forêt et des produits forestiers

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et du ministre de l'agriculture,

Vu le code forestier ;

Vu la loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 relative à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt ;

Vu le décret n° 84-526 du 28 juin 1984 portant maintien de commissions administratives ;

Vu le décret n° 84-612 du 16 juillet 1984 complétant les décrets n° 82-389 et n° 82-390 du 10 mai 1982 et relatif à la création et à la modification d'organismes de mission et de commissions à caractère administratif ;

Vu l'avis du comité interministériel de l'administration territoriale en date du 10 mars 1986,

Décète :

Art. 1^{er}. - Il est constitué, dans chaque région, une commission régionale de la forêt et des produits forestiers.

Cette commission suscite entre l'ensemble des partenaires de ce secteur d'activité toute initiative de nature à développer la concertation, les accords ou les organisations interprofessionnelles.

Elle élabore des orientations régionales forestières conformes à la politique forestière nationale telle qu'elle est notamment définie par les documents de planification économique et

sociale dans le domaine de la forêt et des industries du bois ; le commissaire de la République de la région les soumet pour avis au conseil régional.

Elle examine les programmes annuels d'investissements dans la filière bois qui bénéficient de financements publics, suit leur réalisation et formule à leur égard toute proposition susceptible d'en améliorer l'efficacité ou la cohérence avec les orientations régionales forestières arrêtées par le ministre chargé des forêts.

Elle est tenue informée, notamment, de l'application des contrats de plan passés entre l'Etat et la région pour autant qu'ils comportent un volet relatif à la forêt et aux industries du bois.

Elle peut être consultée et formuler des propositions sur toute question liée aux conditions d'application dans la région de directives nationales tenant, notamment, au maintien des équilibres naturels en milieu forestier, au développement de l'économie du bois et au rôle social de la forêt.

Art. 2. - Les commissions régionales de la forêt et des produits forestiers sont composées :

- du commissaire de la République de région ;
- de cinq représentants du conseil régional désignés en son sein par cette assemblée ;
- au titre des établissements publics et des organismes para-administratifs ou consulaires :
 - d'un représentant du centre régional de la propriété forestière ;
 - d'un représentant de l'Office national des forêts ;
 - d'un représentant de la chambre régionale d'agriculture ;
 - d'un représentant de la chambre régionale de commerce et d'industrie ;
 - d'un représentant de la conférence régionale des métiers ;
 - d'un représentant de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche ;
 - d'un représentant de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie,

désignés par chacun de ces organismes ;

- au titre des organismes socio-professionnels et associations, concernés par la forêt et la filière bois :

- de quatre à huit représentants de la propriété forestière et des professions sylvicoles : communes forestières, propriétaires forestiers sylviculteurs, experts forestiers, pépiniéristes, entrepreneurs de travaux forestiers, organismes de gestion en commun, coopératives et groupements de producteurs forestiers ;
- de quatre à huit représentants des professions du bois : exploitants forestiers, scieurs, industriels de la première et de la deuxième transformation, négociants, experts en bois ;
- de deux à cinq représentants des intérêts associés à la forêt : chasseurs, associations d'usagers, associations de protection de la nature, organismes de financement ou de cautionnement, organismes agricoles ;
- de deux à cinq représentants des personnels forestiers et des industries du bois,

désignés par le commissaire de la République de région :

- au titre des personnalités :
 - de deux à quatre personnalités désignées par le commissaire de la République de région en raison de leurs compétences particulières.

Le commissaire de la République de région constate par arrêté la composition de la commission régionale de la forêt et des produits forestiers.

Art. 3. - La présidence de la commission régionale de la forêt et des produits forestiers est assurée par le commissaire de la République de région.

Le mandat des membres de la commission régionale de la forêt et des produits forestiers est de cinq ans. Il est renouvelable. Si, au cours de son mandat, un des membres perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Art. 4. - La commission régionale de la forêt et des produits forestiers est réunie en séance plénière au moins une fois par an sur convocation du commissaire de la République de région fixant l'ordre du jour de la séance.

La commission régionale de la forêt et des produits forestiers peut faire appel à toute personne ou organisme dont le concours lui paraît utile.

Art. 5. - Un ou plusieurs comités de filière peuvent se constituer au sein de la commission régionale de la forêt et des produits forestiers à l'initiative des représentants des organisa-

tions professionnelles les plus représentatives de la production forestière et, selon les cas, de la transformation et de la commercialisation du bois.

Le président de la commission régionale de la forêt et des produits forestiers en est informé par écrit.

Art. 6. - Le décret n° 85-713 du 12 juillet 1985 est abrogé.

Dans l'annexe relative au ministère de l'agriculture du décret n° 84-526 du 28 juin 1984 portant maintien de commissions administratives, sont abrogés les mots suivants : « conseil régional de la forêt et des produits forestiers » (arrêté du 21 juin 1966 modifié portant création des conseils régionaux de la forêt et des produits forestiers).

Art. 7. - Le ministre de l'agriculture, le ministre délégué chargé de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mars 1986.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
HENRI NALLET

Le ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture,
chargé de l'agriculture et de la forêt,
RENÉ SOUCHON

suite

ENVIRONNEMENT

Environnement (politique de l'environnement)

68231. - 8 avril 1985. - M. Gérard Chasseguet appelle l'attention de Mme le ministre de l'environnement sur la nécessité de prévoir un statut des personnes qualifiées pour la protection de la nature. En effet, de nombreuses personnes seraient prêtes à accepter cette responsabilité si des obstacles importants, liés à la vie professionnelle et au manque de formation, ne les en empêchaient. Il lui demande, dans le cadre de la réflexion engagée sur le thème de l'élu associatif, de bien vouloir envisager un véritable statut de P.Q.P.N. avec possibilité de s'absenter du travail, compensation des pertes de salaire et formation pluridisciplinaire organisée par le ministère de l'environnement.

Réponse. - Les difficultés rencontrées par les personnes qualifiées pour la protection de la nature pour assurer leur mission dans le cadre des commissions départementales et communales d'aménagement foncier sont semblables à celles évoquées par les responsables d'associations pour assumer les différentes représentations dans les instances consultatives. Ces problèmes font partie des sujets les plus fréquemment évoqués par le monde associatif, notamment celui de l'environnement. Dans ce cadre général, diverses solutions ont été étudiées mais leur mise en œuvre paraît extrêmement complexe en raison du nombre et de la diversité tant des associations que des instances concernées. En outre, le coût collectif de mesures telles que les autorisations d'absence serait important et pourrait le cas échéant créer des charges pénalisantes et inégalitaires pour les entreprises dont les salariés exercent de telles activités. Il faut ajouter que ces difficultés ne sont pas propres au monde associatif et touchent aussi les élus. Le Conseil national de la vie associative a étudié ces problèmes et a saisi M. le Premier ministre de ces différentes questions qui sont plus particulièrement étudiées par M. le ministre de la jeunesse et des sports et par M. le secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale. Pour ce qui concerne la formation de personnes qualifiées pour la protection de la nature, un programme pluridisciplinaire est engagé depuis trois ans et constitue un des éléments du protocole d'actions de formation que le ministre de l'environnement a signé avec M. le ministre de l'agriculture. Des stages sont régulièrement organisés conjointement par les délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement et les directions départementales de l'agriculture des départements concernés, la priorité étant accordée aux départements présentant d'importantes surfaces bocagères en cours de remembrement (dans l'Ouest) ou aux secteurs concernés par de grands ouvrages (travaux du train à grande vitesse dans la région Centre).

SOURCE : J.O ASSEMBLEE NATIONALE
6.1.86

ANNONCES

Le Centre Ornithologique région Ile de France (CORIF) recherche à partir du début du mois de mai 86 un objecteur de conscience résidant en région parisienne et disposant si possible d'un véhicule.

Profil du poste :

- s'occuper du secrétariat, dépouillement du courrier, répondre aux demandes courantes, répartir les affaires spéciales aux responsables,
- animer une exposition itinérante auprès des écoles, municipalités, etc (entretien et contact préliminaires).
- bonnes connaissances ornithologiques et naturalistes, et du milieu associatif souhaitées.

S'adresser : CORIF

Secrétariat Muséum National d'Histoire Naturelle
36, rue Geoffroy St Hilaire
75005 Paris
Tél. 39.56.80.80 Poste 412

STAGES

PROTECTION DES RAPACES MIGRATEURS EN MEDITERRANEE

La LIPU (Ligue Italienne de Protection des Oiseaux) organise les 3 et 4 mai prochain à REGGIO de Calabre un séminaire international intitulé "Protection des rapaces migrateurs en méditerranée".

Durant ce séminaire, auquel participera M. Michel TERRASSE, du Fonds d'intervention pour les Rapaces (FIR) seront discutés les aspects scientifiques du statut des rapaces migrateurs, l'accent étant spécialement mis sur les mesures de conservation en vigueur en Europe et sur des projets plus spécifiques à l'Italie. De plus, juristes et experts en problèmes de chasse illustreront la situation actuelle du braconnage et de la mise en application de la loi.

Ce séminaire est destiné à promouvoir une stratégie de conservation et à informer le grand public de l'extermination des rapaces, et en particulier du honey Buzzard.

suite

Parallèlement au séminaire, la LIPU organise deux sessions de travail du 5 au 30 mai par périodes de 5 jours.

Pour de plus amples informations, écrire à :

LIPU
V. Lo S Tiburzio 5,
43100 PARMA (Italie)

STAGES D'ETUDE LIES A LA MIGRATION DES OISEAUX EN AUTOMNE A GRUISSAN (AUDE)

1000 rapaces survolent GRUISSAN à l'automne. Plus de 250 espèces sont observées à terre, en mer, sur les lagunes et dans les airs.

De mi-juillet à fin octobre 86, un groupe d'étude accueillera comme en 83 et 84, tous les naturalistes d'où qu'ils viennent. De plus, une équipe d'ornithologues confirmés (composée de P. CRAMM, O. PINEAU et J. SERIOT) organise cette année des stages d'une semaine sur toute la période estivale.

Ces stages s'adressent à tous publics et les thèmes retenus sont les suivants :

- Identification et écologie des espèces (débutants)
- Initiation au baguage (espèces locales et migratrices) (tous niveaux)
- techniques d'étude de la migration (niveau moyen et confirmé).
- cours de dessin animalier animé par Serge NICOLLE.

Pour toute information complémentaire, écrire à :

G.R.I.V.E. (mention GRUISSAN)
U.S.T.L.
Place Eugène Bataillon
34060 MONTPELLIER Cédex.

ENREGISTREMENT DE CHANTS D'OISEAUX

La Maison de la Nature de BRUSSEY organise un stage d'enregistrements d'oiseaux dirigé par Jean Claude ROCHE, Président du Centre International pour l'Enregistrement et l'Etude des Chants d'Oiseaux les 10 et 11 mai 1986.

Lettre du hérisson n° 42 - avril 86

Programme :

techniques d'enregistrement des chants d'oiseaux avec matériel d'écoute, d'analyse, de filtrage et paraboles prêtés aux stagiaires.

Stage encadré par Jean Claude ROCHE et deux de ses collaborateurs.

Durée : du samedi 10 mai à 9 h au dimanche 11 mai à 17 h

Coût :

1000 F/personne les 2 jours (forfait comprenant l'animation, le matériel, l'assurance, l'hébergement, les repas).

Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à :

Maison de la Nature de Brussey
BRUSSEY
70150 MARNAY
Tél. 84.31.75.49

COURS SUR L'ACIDIFICATION

Un cours d'été sur l'"Acidification du sol et de l'eau" aura lieu en Suède, à Hindas, à 12 km à l'est de Gothenburg, du 4 au 8 août 1986.

Ce cours est destiné aux professeurs en sciences naturelles et d'éducation civique des niveaux supérieurs de l'école secondaire. Préférence sera donnée aux inspecteurs d'écoles, aux professeurs travaillant dans la formation de futurs enseignants, et aux professeurs ayant fait des études combinées dans les deux disciplines mentionnées ci-dessus.

15 places seront à disposition de participants en provenance de pays membres du Conseil de l'Europe. La date limite pour l'inscription est le 1er avril 1986.

Le cours est organisé par le Comité national suédois pour la protection de l'environnement, en coopération avec l'université de Gothenburg, le Conseil de l'Europe et le Comité pour l'Europe du Nord Ouest de la Commission de l'éducation de l'UICN.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à :

M. Kerstin KARLSSON
Uppsala University
In-Service Training Department
P.O. Box 2137
S-750 02 Uppsala (Suède)

EN BREF

Des copies de ce rapport peuvent être obtenues à un prix modique auprès de :

M. Bill BURLEY
World Resources Institute
1735 New York Avenue N.W.
WASHINGTON D.C 2006 (USA)

DES FORETS POUR DEMAIN

L'Association Fédérative Régionale pour la Protection de la Nature (AFRPN Alsace) présente un diaporama de 80 vues intitulé "des forêts pour demain".

Partant de l'irréfutable constat de délabrement d'une part grandissante de la forêt française, puis en élargissant le débat aux autres aspects trop ignorés de la pollution atmosphérique, ce montage tout en contrastes sonores et visuels, veut mettre chacun devant ses responsabilités tant sur le plan écologique qu'économique, politique et social...

PRESENTATION

- 80 diapositives de qualité professionnelle numérotées sous verre,
- 1 cassette de sonorisation (commentaire, plus fond musical) d'une durée de 18 mn,
- le texte du commentaire,
- documentation jointe,
- emballage pochettes plastiques

Pour de plus amples informations, s'adresser à :

AFRPN
Maison du Renard Prêchant
7, rue des Balayeurs
67000 STRASBOURG
Tél. 87.37.07.58

FORETS TROPICALES UN APPEL À L'ACTION

Ce rapport d'un groupe de travail international, établi par le "World Resources Institute" (Institut des ressources mondiales), la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement, est à la disposition des membres de l'UICN, dont le centre de surveillance continue de la conservation de la nature a considérablement contribué à la préparation de ce rapport qui aborde des sujets d'une importance fondamentale.

Ce rapport comprend trois sections:

- 1- le plan
- 2- Etude de cas spécifiques
- 3- Profils d'investissement par pays

Il existe en anglais seulement, mais contient un résumé en français.

Lettre du hérisson n° 42 - avril 86

ARRETONS LE MASSACRE HALTE À L'ÉLAGAGE BARBARE !

Le Ministère de l'Environnement vient d'éditer un document de présentation du programme consacré à l'arbre familial.

Ce document présente d'un côté les outils disponibles pour appuyer et prolonger les actions entreprises en faveur d'un meilleur élagage des arbres d'ornement; de l'autre, un bref exposé des actions en cours ainsi que les coordonnées et références des responsables de ces actions.

Ce programme a été conduit grâce au soutien du Comité Interministériel pour la Qualité de la Vie.

les Zones humides de Crète

Le Centre de Recherche de l'Ecosystème Crétois lance une offre de participation pour le recensement de l'avifaune migratrice et l'étude des zones humides de l'île de Crète.

Durée du projet : mai 1986 à avril 1989

Périodes d'observation : toute l'année (hivernage, nidification...)

Saisons prioritaires : avril à juin et août à octobre.

Ce projet vise à évaluer l'importance de l'axe migratoire trans-méditerranéen oriental qui passe par la Crète et de délimiter dans cette île les meilleures zones d'accueil pour les oiseaux migrateurs, en particulier les zones humides. Il permettra, dans un second temps, de proposer aux autorités crétoises un plan d'aménagement et de protection tenant compte de l'existence de ces zones importantes pour la migration.

Les observateurs, ornithologues ayant une bonne expérience de la migration, devront se mettre en rapport avec le centre de Recherche au moins un mois avant leur arrivée en Crète. Aucune indemnité n'est prévue faute de crédits, mais des facilités de logement et peut-être de transport sont possibles.

Contacter :

M. C. VAGLIANO
Centre de Recherche de l'Ecosystème Crétois
Musée d'Ethnologie Crétoise
VORI HERAKLION (Crète).

LA LETTRE DU HERISSON

SPECIAL ASSOCIATION

**diffusion
interne**

SOMMAIRE

<i>ASSEMBLEE GENERALE</i>	<i>P. 2</i>
<i>EDITORIAL</i>	<i>P. 3</i>
<i>CONSEIL NATIONAL DE LA FESPN</i>	<i>P. 4/6</i>

Assemblée Générale

**Avez-vous retenu les dates des 8, 9
10, 11 mai 86 ? Ces jours-là vous devez
participer à la XVII^e assemblée générale
de la FFSPN à Limoges.**

QUI PEUT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE GENERALE ?

TOUT ADHÉRENT À UNE ASSOCIATION MEMBRE DE LA FFSPN (Y COMPRIS LES ASSOCIATIONS CORRESPONDANTES)

QUI PEUT VOTER ?

LES REPRÉSENTANTS MANDATÉS DES ASSOCIATIONS ADHÉRENTES À RAISON D'UNE VOIX PAR 300 F DE COTISATION 1986 VERSÉE AVANT L'A.G (UNE MÊME PERSONNE PHYSIQUE NE PEUT DÉTENIR PLUS DE 10 MANDATS).

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

- | | |
|--|--|
| 1/ APPROBATION DU P.V DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DE 1985 | 6/ ELECTIONS DE 2 PRIX CHARDON ET
2 PRIX GENTIANE |
| 2/ RAPPORT MORAL, DISCUSSION ET VOTE | 7/ VOTE DE RÉSOLUTIONS |
| 3/ RAPPORT FINANCIER ; DISCUSSION ET VOTE | 8/ VOTE DE MOTIONS |
| 4/ ELECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION | 9/ QUESTIONS DIVERSES |
| 5/ MODIFICATION DES STATUTS | |

RÉSOLUTIONS : TEXTE ADOPTÉ PAR L'A.G ET DÉFINISSANT DES POSITIONS POLITIQUES INTERNES OU DES PROBLÈMES DE FONCTIONNEMENT. ELLES SERONT INTERNES ET NON DIFFUSÉES.

MOTIONS : TEXTE POLITIQUE À USAGE EXTERNE (PRESSE, MINISTÈRES)

MOTIONS OU RÉSOLUTIONS

LES PROPOSITIONS SONT REÇUES AU SIÈGE DE LA FFSPN (57, RUE CUVIER 75231 PARIS CÉDEX 05) JUSQU'AU 23 AVRIL 1986 (MAIS SI POSSIBLE AVANT LE 8 AVRIL 86).

QUI PEUT PROPOSER ; TOUTE ASSOCIATION ADHÉRENTE (MEMBRE OU CORRESPONDANTE)

COMMENT :

- PRÉSENTER UN TEXTE D'UNE PAGE MAXIMUM (1500 SIGNES MAXIMUM) PORTANT SUR UN THÈME UNIQUE,
- COMPORTER UN EXPOSÉ DES MOTIFS (DE 1 À 5 PARAGRAPHES) ET DES PROPOSITIONS CLAIRES ET PRÉCISES (1 À 5 PARAGRAPHES)
- INDiquer S'IL S'AGIT D'UNE PROPOSITION DE MOTION OU DE RÉSOLUTION
- INDiquer LA OU LES ASSOCIATIONS QUI PRÉSENTENT LE TEXTE,

QUE SE PASSERA-T-IL ?

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ÉTABLIRA LA LISTE DÉFINITIVE DES TEXTES SOUMIS À L'A.G QUI SERONT DISTRIBUÉS LE MATIN.

EDITORIAL

ADHERER A LA FEDE.....

ADHÉRER, C'EST S'INSCRIRE À UNE ASSOCIATION (OU À AUTRE CHOSE) MAIS PEUT ÊTRE EST-IL BON DE RAPPELER QU'ADHÉRER, C'EST AVANT TOUT "ÊTRE ATTACHÉ" À QUELQUE CHOSE.

MANIFESTER SON ATTACHEMENT À UNE ASSOCIATION, C'EST D'ABORD, NE L'OUBLIONS PAS, S'ACQUITTER D'UNE COTISATION ANNUELLE QUI, RECONNAISSONS-LE, REPRÉSENTE TOUJOURS UNE SOMME MODESTE - ET D'AUTANT PLUS MODESTE QUE NOTRE ATTACHEMENT EST RÉEL - PAR RAPPORT À TOUTES LES DÉPENSES FUTILES QUE NOUS FAISONS DANS L'ANNÉE.

QUAND ON SAIT LE TEMPS PASSÉ ET LES DÉPENSES NÉCESSAIRES CHAQUE ANNÉE DANS LES ASSOCIATIONS, À FAIRE RENTRER LES COTISATIONS DES ADHÉRENTS, ON MESURE TOUTE LA RELATIVITÉ DES DÉFINITIONS ET ON S'APERÇOIT AVEC UNE RÉELLE ANGOISSE QUE LES "QUALITÉS ADHÉSIVES" DE NOS CHERS ADHÉRENTS SONT LOIN D'ÊTRE TRÈS FORTES...

JE SAIS QUE, DÉJÀ, MON PROPOS CHATOUILLE CERTAINS... ET JE ME SOUVIENS DE TEL ADHÉRENT DE CHEZ NOUS PERSONNE ACTIVE DONT NOUS APPRÉCIONS LA COMPÉTENCE, QUI SOUVENT OEUVRAIT POUR L'ASSOCIATION... MAIS QUI N'ÉTAIT PAS À JOUR DE SA COTISATION. SANS DOUTE, ÉTAIT-IL ATTACHÉ À L'ASSOCIATION ET MES REMARQUES L'AGAÇAIENT, CAR BIEN SÛR, IL EST MISÉRABLE DE S'ATTARDER À CES BAS ASPECTS MATÉRIELS DE L'ADHÉSION.

LA PASSION, L'ENTHOUSIASME, ANIMENT AVANT TOUT ET HEUREUSEMENT LES ADHÉRENTS DE NOS ASSOCIATIONS. CELA NE DOIT PAS EXCLURE LE RÉALISME ET LE SÉRIEUX. UNE ASSOCIATION DE 200 ADHÉRENTS NE PEUT PAS PARLER COMME UNE DE 2000 ET LES CHASSEURS - DONT L'ADHÉSION EST OBLIGATOIRE ET AUTOMATIQUE - NE DOIVENT LEUR PUISSANCE QU'À L'IMPORTANCE CHIFFRÉE DE LEURS TROUPES.

JE SUIS DONC ATTACHÉ À L'IMPORTANCE DE L'ADHÉSION EFFECTIVE ET À LA BONNE COMPTABILITÉ DE NOS CHERS ADHÉRENTS ; POUR 1985, LA SEPNE COMPTAIT 1913 MEMBRES AYANT PAYÉ COTISATION, PAS UN DE PLUS, PAS UN DE MOINS... ET IL N'EST PAS DIFFICILE DE COMPTER JUSQU'À 1913 !

AVANT LE 31 JANVIER, NOUS AVONS DONC PU FAIRE UN CHÈQUE DE $(1913 \times 3 \text{ F} = 5\,739 \text{ F})$ À LA FÉDÉ. NORMAL, L'ATTACHEMENT EST RÉEL. L'ADHÉSION EST HONNÊTE.

LA LECTURE ATTENTIVE DE LA LETTRE DU HÉRISSON SEMBLE MONTRER QUE LA LOGIQUE DES UNS N'EST PAS CELLE DE TOUS ET QUE, ICI ET LÀ, LES EFFECTIFS FLUCTUENT ENTRE LES DISCOURS, LES RAPPORTS ET LES COTISATIONS À LA FÉDÉ ET QUE LA FORCE ADHÉSIVE COLLE MAL... BIEN SÛR, BRASSER DOCTEMENT QUELQUES IDÉES FORTES, C'EST MIEUX POUR UN ÉDITO. SANS MOYEN, NOUS SAVONS BIEN QUE L'ACTION EST ENTRAVÉE. ET CES BASSES QUESTIONS MATÉRIELLES SONT INDISPOSANTES, MAIS ELLES LE SONT POUR TOUS.

IL SERAIT PEUT ÊTRE TEMPS DE PRÉVOIR, EN PLUS DE L'A.G ANNUELLE DE LA FÉDÉ, LES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA NATURE AFIN DE CONSOLIDER NOS FONDATIONS ET DE MONTER UN NOUVEL ÉTAGE DE LA STRUCTURE.

M. JONIN
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL S.E.P.N.B.

Conseil National de la FFSPN

REUNION DU CONSEIL NATIONAL DE LA FFSPN

DU 8 MARS 1986

La démocratie est vraiment un art difficile et par moment l'on se prend à rêver à quelque oligarchie où les décisions seraient prises sans trop se soucier d'une concertation préalable. Face à des reproches justifiés, dans le souci de faire plus participer les associations "de base" régionales ou nationales à la vie de la FFSPN, le Conseil national qui était en sommeil a été réactivé, il y a un an et demi, une ligne budgétaire permettant son fonctionnement a été votée, un administrateur - Guy Jourdan - s'est investi pour assurer la coordination. Malgré cela, malgré des dispositions permettant aux administrateurs de se faire représenter en cas d'empêchement (cela arrive à tout le monde), aux délégués d'avoir des suppléants, il n'y avait pas foule à la réunion du samedi 8 mars dont le principe et la date avaient été retenus... en septembre 1985 (il n'était donc pas de mise d'invoquer la surprise... ou la brièveté des délais de convocation ...)

- 10 (sur 24) administrateurs étaient absents, excusés, et ne s'étaient pas fait représenter.. (S. AUCLAIR, J.L. GOSSELIN(remplaçant de D. CARDE), P. GUY, P. LEBRETON, M. LE DMEZET, J. LECOMTE, J.N. LHERITIER, G. RICO, F. TERRASSON et A. DE SWARTE).

- 9 (sur 21) régions n'étaient pas représentées - ni délégué titulaire, ni suppléant (Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Franche-Comté, Limousin, Lorraine, Basse Normandie, Hte Normandie, et Provence Côte d'Azur),

- 7 (sur 14) associations nationales étaient absentes (AJNE, CAF, FIR, J et N, SNPN, FCPN, GREENPEACE (dont une excusée (le ROC)

Il n'est pas question de juger, de condamner, mais simplement de constater et de se poser des questions. L'on ne peut tout à la fois demander avec vigueur le bon fonctionnement d'une structure, les moyens d'y participer et ne pas saisir les opportunités offertes.

Alors que faire ? Si ceux qui n'étaient pas là le 8 mars ont des suggestions à faire, elles seront les bienvenues.

Les thèmes suivants ont été étudiés:

- Décentralisation.
- Rapports avec les élus (rapporteur Jacques FAIN).

A partir des réponses (abondantes) au questionnaire qu'il avait adressé aux délégués régionaux, Jacques FAIN a brossé un tableau des diverses situations rencontrées. Il apparaît de grandes différences d'une région à l'autre selon le type d'organes de liaison mis en place, la personnalité des DRAE, le "poids" des associations. Trois régions, avec des systèmes de liaisons différents ont été cités en exemple : l'Alsace (par le biais du Comité économique et social), Champagne-Ardenne (par l'entremise d'un comité de liaison. Elus-Conseil régional- Administration) et la région Nord (avec l'Etablissement Naturel régional). Selon Jacques FAIN, il semblerait que cela marche mieux là où les contacts associations-élus se font directement sans l'intermédiaire des DRAE.

A la suite de cet exposé (un rapport écrit sera ultérieurement fourni) un débat s'est engagé pour savoir quel serait le niveau politique le plus efficace du dialogue association-élus. Certains tiennent pour la région, d'autres pour le département. Il est certain qu'actuellement, les moyens des départements sont nettement supérieurs à ceux des régions mais que ces dernières offrent des possibilités d'action qui manquent aux premiers... Alors? Il faut se garder de tout manichéisme et s'adapter aux possibilités et situations locales.

S'est ensuite greffé un tour de table sur les rapports associations-DRAE faisant suite à une rencontre FFSPN-DRAE à l'automne dernier. Le 5 novembre, J. BENARD, J.P. LE DUC et J.P. RAFFIN avaient participé à une réunion de l'Association des DRAE. A cette occasion, lors d'un tour de table où 16 DRAE étaient intervenues, il avait été exposé, région par région, quels types de relations s'étaient établis entre les associations et les DRAE. Pour reprendre une typologie présentée par le DRAE Bretagne et confirmée par ses collègues présents, trois catégories associatives apparaissaient aux DRAE :

1° les associations ou comités de défense plutôt centrés sur le cadre de vie agissant au coup par coup, attendant beaucoup de l'Etat et disparaissant souvent après avoir obtenu satisfaction sur un problème ponctuel. Certains de ces groupements étendant leurs perspectives à l'intérêt général rejoignent les suivants.

2° les associations de protection de la nature, membres de la FFSPN, plus autonomes dans leurs activités, constituant des groupes de pression importants pour les DRAE et travaillant avec elles comme de véritables partenaires.

3° les associations plus "politisées", Verts, Amis de la Terre, etc n'entretenant pas de relations avec les DRAE.

A quelques nuances près, ce schéma reflétait bien l'opinion des DRAE présents lors de cette réunion. L'appréciation sur l'activité des associations membres de la FFSPN est globalement positive, les rapports sont bons, ce qui n'exclut pas des tensions liées aussi bien à la personnalité des DRAE qu'à celle des responsables d'associations.

Lors de la réunion du Conseil national, les réflexions des DRAE ont été confrontées à l'opinion des délégués régionaux de la FFSPN présents. A quelques nuances près, l'on peut dire qu'il y a une bonne corrélation entre l'opinion des uns et des autres sur leurs activités réciproques, C'est encourageant.

Les réflexions précédentes ouvraient la voie aux propos de Josette BENARD traitant du réseau "Bilan et perspectives". thème de notre prochaine assemblée générale. J. BENARD a présenté un premier ensemble de textes reçus (le document distribué en séance sera envoyé aux...absents). Il est dommage que l'investissement des différentes associations membres de la FFSPN ne soit pas plus important dans ce réseau. Nous donnons en effet dans le travers que nous reprochons... aux autres. En effet, n'est-il pas courant que les associations de protection de la nature mettent en avant la nécessité de la réflexion avant l'engagement d'actions et d'opérations diverses afin de bien prendre en compte le long terme que nous avons toujours à la bouche... Quel dommage que nous n'appliquions pas à nous-mêmes, à nos activités, ces sages préceptes!

L'Assemblée générale 1986 a été voulue "de réflexion", "bilan et perspectives" de nos activités. Elle a lieu dans 2 mois... Il serait temps que les associations s'en rendent compte!

Un large débat s'est ouvert sur la "politique" et les Verts... (NDLA : si de tels débats ont déjà eu lieu dans le passé lors de Conseils de la Fédé, ils n'avaient encore jamais eu cette ampleur). Le consensus s'est maintenu : la Fédé ne doit pas s'engager en tant que telle. Il reste que l'attitude adoptée vis à vis des partis politiques et des Verts (qui ne constituent pas un parti politique comme les autres) varie beaucoup d'une région à l'autre, d'une association à l'autre. Cela va du rejet pur et simple, à la nécessité d'avoir des "zélus" favorables à nos thèses dans les différents partis (même au plus bas niveau : le municipal), ouvre des portes, donne accès à des documents, procure une aura auprès des administrations et des autres "zélus". Cela n'est pas négligeable pour mieux faire passer nos préoccupations. A de très rares exceptions près, les associations n'ont pas rencontré dans les partis traditionnels une écoute attentive (la lecture des programmes diffusés

avant les prochaines élections est à cet égard édifiante). Certains pensent qu'avec les Verts (qui par certains traits ont cependant des points communs avec les partis traditionnels), il y a possibilité d'acquiescer un oint électif sans renier les idées que nous défendons, et qu'il va de l'intérêt de la protection de la nature que certains s'engagent sur le terrain politique avec lesdits Verts. Un tour de table a montré la disparité des réactions et des situations selon les régions. A côté d'une hostilité ou d'une indifférence complète des associations de la Fédé à l'égard des Verts, l'on peut trouver des cas où les listes vertes ont été constituées à 100% par des responsables et militants d'associations de protection de la nature! Le débat est donc loin d'être clos. Mais n'est ce pas la richesse de la FFSPN de composer cette diversité, même si cela donne lieu parfois à des débats d'idées où les anathèmes volent bas...

Vint ensuite l'exposé de Daniel DASKE, présentant les conclusions du groupe de travail "Lutte contre les pollutions". Nombreux ont été ceux qui, lors de la réunion du dernier Conseil National, s'étaient inscrits pour travailler dans ce groupe, mais l'érosion a été importante depuis. Bref, il conviendrait de réviser les ambitions à la baisse. Au fil de la discussion les choses se sont d'elles-mêmes, pourrait-on dire, recentrées sur les pluies acides et le dépérissement des forêts avec une proposition de D. DASKE d'engager une campagne de limitation volontaire de vitesse des automobiles à l'image de ce qu'a lancé l'AFRPN. Beau débat... Au rang des arguments invoqués par les uns et les autres :

- les émissions polluantes responsables pour partie des pluies acides sont majoritairement liées aux centrales thermiques EDF, et aux industries diverses, alors pourquoi la voiture comme cible privilégiée ?

- La voiture est un objet "tabou"; s'y attaquer c'est courir à un échec, investir beaucoup d'énergie et de temps (quand on n'en a déjà pas beaucoup à consacrer à d'autres causes...) sur un thème difficile d'entrée de jeu.

- la vitesse en soi n'est-elle pas un mythe si l'on ne tient pas compte de la cylindrée et du réglage du moteur ?

- certains utilisateurs de la voiture ne peuvent, suite à une certaine organisation du travail, respecter les limitations de vitesse...

- même au sein du Conseil National, il n'est pas évident que tous respectent les vitesses légales en vigueur... c'est tout dire et cela montre l'ampleur du problème !

La SEPANSO par la voix de P. DELACROIX s'est engagée à préparer:

1/ une maquette d'autocollant pour une campagne de limitation de vitesse : 90 km/h sur route 110 km/h sur autoroute (compte tenu des caractéristiques du parc automobile existant actuellement en France).

2/ une maquette d'un code de conduite de l'automobiliste respectueux de l'environnement (car il n'y a pas que la vitesse qui soit en jeu).

Daniel BEGUIN n'ayant pu venir au Conseil national pour cause de campagne électorale, son suppléant présenta les conclusions provisoires du groupe de travail "patrimoine naturel et planification écologique". En résumé, il s'agit plus de la définition de ce qui devra se faire que des résultats des travaux réalisés, à savoir:

- un inventaire des différents types de protection foncière mis en œuvre par les associations à ce jour. A côté des mesures officielles, nombreuses sont en effet les solutions concrètes mises sur pied par les associations pour assurer la conservation des milieux. N'étant pas officielles, elles sont mal connues, voire ignorées.

- une réflexion sur une structure nationale de concertation et de coordination de ces actions associatives. Quel doit être son rôle par rapport à la FFSPN ? La FFSPN doit-elle ou non poursuivre selon les formes actuelles la campagne "milieux naturels"? Comment être le plus efficace? Comment inclure des expériences, des initiatives externes à la FFSPN, etc...

C. TOUZAN est intervenu dans ce débat pour rappeler les négociations menées pour la signature, entre la Fédération Nationale des SAFER et la FFSPN, d'une convention qui permettrait d'avoir une négociation privilégiée avec les agents fonciers et non pas au plus "offrant".

Enfin, l'on en vint au quatrième point de l'ordre du jour : le nouveau sigle de la FFSPN... Si en septembre dernier la question avait soulevé un intérêt certain, il fut sans suite. Le concours ouvert dans la Lettre du Hérisson devra être prolongé ne serait-ce que pour obtenir des réponses à dépouiller. Dans sa grande sagesse le Conseil National a donc décidé de remettre la question à plus tard. C. TOUZAN a proposé que les protecteurs prennent l'oreille de quelques professionnels publicistes en une séance de brain-storming comme diraient nos amis d'outre-Atlantique. Affaire à suivre.

Lourd, lourd le menu des questions diverses:

- les expositions itinérantes : DURAND et Co après lesquelles tour à tour et à qui mieux mieux s'épuisent les associations depuis près de 10 ans. Nouvel épisode de ce roman fleuve

en terre bourguignonne J. LESCURE et J.P. LE DUC craignent que par lassitude, la Ministre de l'Environnement, avant de nous quitter, cède et signe au sieur DURAND un certificat de capacité (au demeurant illégal...)

- l'aménagement du bassin de la Loire (associations versus EPALA). Notre dernier grand fleuve "sauvage" va-t-il disparaître sous le béton avec la bénédiction des pouvoirs publics de tout poil. Comme l'a écrit ailleurs Jacques LECOMTE (cf compte rendu de la dernière séance du Haut Comité à l'Environnement) le renard peut véhiculer la rage alors on cherche à gazer tous les renards, la Loire peut déborder, alors on veut tout bétonner... Si nous, associations de protection de la nature, ne faisons rien, c'est ce qui se passera et la Loire deviendra un Rhône bis. Il en va de même si nous intervenons à tort et à travers, sans concertation et sans coordination, ce qui risque de se passer. Alors que faire ? Tout d'abord :

UNE REUNION "LOIRE". LORS DE LA PROCHAINE ASSEMBLEE GENERALE. IL FAUT QUE TOUTES LES ASSOCIATIONS CONCERNEES PAR LA LOIRE ET SES AFFLUENTS SOIENT LA POUR METTRE SUR PIED UN PROGRAMME CONCRET. IL Y A UN PLAN D'AMENAGEMENT DIT INTEGRE DU BASSIN DE LA LOIRE. IL DOIT Y AVOIR UN PLAN POUR UNE LOIRE VIVANTE PROMU PAR LES ASSOCIATIONS !

C. TOUZAN rappelle la note qu'il a rédigée sur la gestion des grands bassins fluviaux dans le cadre de l'application de la loi pêche (document "protéger nos grands fleuves") et souhaite que pour ce qui concerne tout particulièrement la Loire la désignation des représentants associatifs aux Commissions de bassin (art 417 de la loi sur la pêche en eau douce du 30 juin 1984) soit faite avant la prochaine AG de la FFSPN.

Il y avait bien d'autres questions diverses à l'ordre du jour, mais plus guère de temps pour en traiter, au grand dam de ceux qui auraient vivement souhaité que l'on en discute :

- la charte des taxidermistes
- l'arrêté de biotope du Cébron
- les conseils départementaux de la chasse
- les conseils de bassin (loi pêche)
- les naturalistes orléanais
- les projets d'extraction d'uranium aux Boudons (Parc national des Cévennes)

etc... Hélas, c'est le lot, à la Fédé, de toute réunion du Conseil national, du Conseil d'administration, du bureau et même du Président avec lui-même, de ne jamais pouvoir épuiser... l'ordre du jour... il en reste toujours pour le lendemain.

J.P. RAFFIN